Lille/Roubaix : une association d'aide aux femmes victimes de mariages forcés accusée d'avoir détourné 590.000 euros

26/03/2018 à 7h59

Trois membres de Saffia, une asso lilloise et roubaisienne de solidarité envers les femmes et familles de toutes nationalités, comparaissaient, vendredi, devant le tribunal correctionnel de Lille. Ils étaient soupçonnés d'avoir détourné près de 600.000 euros d'argent public par le biais de demande de subventions. Elle venait en aide aux femmes victimes de mariages forcés.

Tout a commencé par un signalement Tracfin, en novembre 2013. L'organisme de contrôle des transactions internationales dénonçait des opérations financières atypiques, notamment «un blanchiment par acquisition immobilière». L'administration part donc sur les traces de ces 68 000 euros et finit par conclure que ces sommes ont servi à financer une maison à Roubaix, achetée par Zahia Bouferkas, par ailleurs directrice de… la SAFFIA.

Autre grief reproché : un emploi fictif occupé par le frère de la directrice et le paiement d'heures supplémentaires. Selon les enquêteurs de la police judiciaire, la directrice, qui travaillait de chez elle, recevait en salaire un tiers des financements de l'association, principalement issus de subventions de la ville de Lille, du conseil départemental du Nord et du conseil régional. […]

20 minutes